**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** Côte d’Ivoire

**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet :** Initiative des Jeunes Leaders Engagés pour la Consolidation de la Paix (IJEP)**Numéro Projet / MPTF Gateway:** **00125910** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**       | **Type et nom d’agence récipiendaire :** **CARE International UK** |
| **Date du premier transfert de fonds :** 16 février 2021**Date de fin de projet :** 09août 2022 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** Non |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[ ]  Initiative de promotion du genre[x]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** CARE International UK $ 1,252,602  Total: $ 1,252,602Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : **29,22%**\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgétisation sensible au genre :**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **641,966.09**Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **94.725,416** |
| **Marquer de genre du projet :** **Marquer de risque du projet : Moyen****Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») : Réconciliation** |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par : **Ouattara Issiaka, IJEP Project Manager**Rapport approuvé par : **SARA Amato, Programme Coordinator CARE UK**Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport :  |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères) :

Conformément au plan de travail annuel, les partenaires de mise en œuvre du projet IJEP ont organisé la première réunion de coordination. Cette réunion a permis de présenter les résultats de l'étude de base, de faire des recommandations sur l'approche de mise en œuvre du projet, la visibilité des actions et le processus de documentation des changements constatés dans la vie des communautés ou au sein des plateformes du projet IJEP.

Au niveau institutionnel, le projet IJEP a initié un cadre de plaidoyer avec l'Assemblée Nationale, le Sénat et le Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique. Ce cadre de plaidoyer permet ainsi aux 11 plateformes de jeunes issus des 461 mouvements (320 formels et 141 informels), de travailler avec les Commissions des Affaires Sociales et Culturelles du Sénat et de l'Assemblée Nationale, et l'Inspection Générale de la Jeunesse pour l'élaboration du livre blanc sur la participation politique des jeunes en Côte d'Ivoire. Rappelant que ***« la paix est un trésor »****,* **Monsieur Amangoua Georges, Secrétaire général par intérim du Sénat** a précisé que ***" la Commission des Affaires Sociales du Sénat est pour le projet IJEP, ce que l'arbre est pour l'oiseau car celle-ci est par excellence le cadre d'appui aux actions de plaidoyer du projet IJEP*.**  **Monsieur Alain Addra, Secrétaire général de l’Assemblée Nationale** a salué la démarche de Care qui fait beaucoup dans le domaine de la consolidation de la paix en Côte d’Ivoire. Il a également souligné le rôle ***"d’acteur social"* du "*député qui a toute sa place dans le projet IJEP au regard de sa proximité avec la jeunesse"*.**

Dans la perspective de l'élaboration du livre blanc sur la participation politique des jeunes hommes et femmes, le staff et les partenaires du projet IJEP ont été formés sur l'ulitisation de la Carte Communautaire de Performance et l'implémentation du processus Analyse et Actions Sociales. Cette formation leur a permis d’acquérir de bonnes aptitudes à la facilitation participative pour l'implémentaion de ces deux outils de gouvernance et plaidoyer dans les 11 localités cibles du projet. **Monsieur Kouadio Armand, troisième Adjoint au Maire de Béoumi,** arrêté par la police suite aux affrontements communautaires de mai 2019 et participant à cette formation a exprimé sa satfistaction en en ces termes *"Nous avons cru au départ que la carte communautaire de performance était un simple concept théorique…..la réunion d'interface qui met face à face administrés et autrorités, est un cadre privilégié pour renforcer le dialogue sur la qualité et la performance de nos actions soicales en faveur des populations qui n'aspirent qu'à la paix et à la sécurité". C'est un motif de satisfaction de savoir que les Nations Unies appuie cette initiative à travers une ONG comme CARE Internationale"*

Pour contribuer à la transformation des jeunes en catalyseurs de paix, l’Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS) a formé 114 (57 hommes & 57 femmes) sur le monitoring de la cohésion sociale. L'ONG CAHD a appuyé l'organisation de 11 actions citoyennes thématiques sur la paix, la sécurité routière et le respect des mesures barrières de la COVID qui ont mobilisées 12 966 jeunes (6399 hommes, 6567 femmes).

Le projet a par ailleurs soutenu 10 cadres de dialogues et de discussions au profit de 528 filles et leaders sur le Genre, l'Equité et la Diversité en matière de participation politique et de prévention de conflits. Ces cadres de dialogues et de discussions ont mis en évidence les idéologies (phallocratie, idées préconçues, préjugés…) présentant la femme comme le sexe faible qui ne doit pas prétendre mener des actions ou des activités destinées aux hommes. Cette réalité est bien illustrée dans les propos de Madame BAMBA Madoussou présidente des femmes du Rassemblement des Houphouetistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) de Daoukro qui dit ceci: *"en Afrique, les hommes pensent que la politique est une affaire d'hommes, ignorant que la femme a aussi le droit de voter et d'être élue comme députée, maire ou présidente de la république. Les préjugés ne doivent pas être un obstacle à la participation et à l’engagement politique de la femme".*

Pour renforcer la responsabilité politique des jeunes hommes et femmes, le projet a mis en place 11 cadres de coordination entre les plateformes MOJEC/IJEP et 35 plateformes issus du réseau PYPA (Program for Young Politicians In Africa) et des organisations de la société civile. Onze (11) espaces virtuels fonctionnels, conçus et mis en place par PYPA, serviront à animer des discussions démocratiques entre jeunes hommes et femmes des plateformes, des partis politiques et des organisations de la société civile, sur les médias sociaux : Facebook, Twitter, Instagram. Aussi, CARE a conduit une série de missions de supervision technique de toutes ces activités, ayant permis de formuler des recommandations pertinentes pour une mise en œuvre efficace et efficiente du projet IJEP.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères) :

Les principales activités prévues dans les prochains 6 mois sont les suivantes:

- Formation et accompagnement des jeunes filles leaders,

- Appui aux initiatives des jeunes femmes pour la consolidation de la paix,

- Formation des mouvements politiques et de la société civile sur les thématiques de civisme, de la surveillance des violences politiques, la traçabilité et le rapportage des incidents de violences politiques,

- Réalisation des cartes communautaires de performance dans les localités cibles du projet,

- Formation des jeunes leaders sur la mise en place d'une strategie de plaidoyer pour la participation politique des jeunes et des femmes,

- Organisation des actions de plaidoyer sur la gouvernance participative selon la résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies,

- Appui aux mouvements des jeunes dans la preparation d'un livre blanc sur la participation politique des jeunes,

- Appui des actions de plaidoyer des jeunes au niveau du parlement et du Senat,

- Vulgarisation des actions du Parlement des Jeunes dans la Consolidation de la Paix et la participation politique des Jeunes,

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères) :

NA

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères):

NA

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1 :** **Résultat 1: Le leadership et l’engagement des jeunes leaders (hommes et femmes) des mouvements informels sur les règles démocratiques et les valeurs citoyennes pour faire face à la manipulation politique ont augmenté grâce à une meilleure information/formation**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Des progrès notables ont été observés avec un taux de 73% des activités réalisées dans le cadre de ce résultat.

Au cours de ce semestre, PYPA a organisé à Abidjan un tournoi de la fraternité doté du trophé du plus jeunes Sénateur de Côte d'Ivoire, le Vénérable Vassiriki Diaby qui s'est exprimé en ces termes: *" La jeunesse d'une nation constitue sa réelle force, une sève vivifiante pour son présent et son avenir. Il nous faut ainsi créer les conditions pour une plus grande représentativité de la jeunesse au sein des institutions politiques et gouvernementales: Sénat, Assemblée Nationale, Gouvernement, etc)"*. Ce tournoi a regroupé les jeunesses issues des partis politiques *(FPI, LIDER, UDPCI, MFA, RPP, RHDP)* et des organisations de la société civile *(LIPEC, NMCI, RAJP, CNJCI, FEMAJECI, YOUTH SPACE CI, FESCI).* En plus d'être un facteur de rapprochement favorisant le dialogue politique et citoyen entre les jeunesses des partis politiques et des organisations de la société civile, le tournoi de la fraternité a ainsi permis de jéter les bases du cadre de plaidoyer initié entre CARE et le Sénat.

Le mécanisme de coordination des actions citoyennes des jeunes des différents mouvements sociaux mis en place par le projet induit des changements perceptibles dans les nouvelles localités. A Daoukro, les actions de mobilisation citoyennes organisées et impliquant les jeunes malinké et baoulé, ont permis de briser le mûr de méfiance *(dues aux violences électorales d'octobre 2020)* entre les quartiers Baoulékro et Dioulakro. Les jeunes malinké et baoulé se fréquentent régulièrement maintenant sans crainte de répréailles de l'une ou l'autre communauté. A Abidjan les jeunes de Koumassi rendent visite à ceux de Port-Bouet, et de Treichville. Ils se soutiennent et manifestent mutuellement leur solidarité lors des évènements heureux et malheureux.

Au niveau institutionnel, nous observons une synergie d'actions entre les parties prenantes et une réel engagement des autorités à accompagner les jeunes dans le processus de consolidation de la paix. Le projet a contribué à créer une synergie entre la Mairie et l'Agence Emploi Jeunes lors des sessions d'informations et de sensibilisation organisées au demarrage des activités. Ainsi, la Mairie de Korhogo dispose désormais d'un fonds de 8.000.000 FCFA mis à la disposition des jeunes pour toutes initiatives d'actvité génératrice de revenus. Cela vient en soutien aux fonds de l'Agence Emplois Jeunes mis en place par le Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Insertion des Jeunes. Au cours d'actions citoyennes de néttoyage du littoral organisées à Port-Bouet le 14 octobre 2021, Docteur Amian, Conseiller Municipal chargé de la jeunesse a annoncé publiquement la mise en place par la Mairie d'un fonds d'appui aux actions de consolidation de la paix par la jeunesse.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les activités réalisées dans le cadre du projet, entre autres l'organisation d'espaces de dialogue et de discussions entre hommes et femmes, des évènements de solidarité et de cohésion sociale, des actions de citoyenneté dans les localités de mise en oeuvre, ont permis d'instaurer un climat de confiance entre les différentes catégories marquées par les violences observées lors de la crise post-électorale de 2020.

Par exemple, l'organisation d'un espace de libres échanges et expressions sur le thème de "*l’impact du retour des exilés politiques sur le processus de la réconciliation en Côte d’Ivoire"* a permis de réduire la désinformation et de briser les sentiments de méfiance entre les leaders de jeunesse malinké et bété vivant à Abobo et Yopougon deux communes marquées par les violences interethniques en 2011. Zokou Arthur, représentant de ARCI, un mouvement informel de Youpougon a partagé sa propre expérience en ces termes : *" avant ce cadre de discussions sur le retour des exilés et la réconciliation, je ne m'imaginais pas capable de m'asseoir à la même table qu'un jeune malinké, mais ces échanges m'ont permis de comprendre la nécessité de nous parler et surtout de parler des enjeux de consolidation de la paix ensemble".*

Témoignage de Bintou N’DIAYE, membre de la plateforme IJEP KOUMASSI à l’occasion de la formation sur le coaching *:* «*Moi Bintou, j’ai compris grâce à cette formation, que c’est ensemble que nous les femmes nous sommes fortes et pouvons aider nos enfants à faire la paix. Je reconnais que je suis à la base de la division des femmes des associations de mon quartier Campement. Je suis la présidente des associations de femmes de mon quartier, j’ai fait que les femmes Baoulé étaient à part et les femmes Dioulas aussi. Mais aujourd’hui je comprends qu’on doit arrêter de se diviser et on doit être ensemble pour la paix. Dès que je fini la formation, je vais rassembler toutes les femmes pour demander pardon. Qu’on doit rester ensemble parce que la paix est mieux ».* Les propos des deux leaders illustrent bien le changement de perceptions des uns envers les autres et favorisent ainsi l'inclusion.

Les activités organisées dans les 11 localités sur le Genre Equité et Diversité (GED), ont permis de recueillir des expériences vécues et observées lors des conflits et aux femmes de formuler des recommandations fortes à considérer pour l'inclusion des femmes dans les organes de prises de décision au niveau politique et communautaire.

Madame KONE Djénéba, membre de l'Association Doussoussouman de Belle ville 1 à Bouaké, a évoqué le cas des femmes ayant été abandonées par leur mari, laissant derrière femmes et enfants exposés aux violences sexistes dans son quartier. Madame Maoudoussou Bamba présidente des femmes RHDP de Daoukro, a indiqué que la sous-représentation des femmes dans les organes de prise de décisions est due au fait qu’elles ne sont pas associées à l’élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies. En outre les femmes sont confrontées à un certain nombre de contraintes qui limitent leur participation effective dans les sphères décisionnelles, notamment le manque d’assurance des femmes dans leurs propres capacités, le manque de courage, le manque de détermination et le manque de solidarité entre les femmes entre elles-même.

Elle a recommandé que la participation des femmes aux instances de prise de décision à travers la loi sur le quota porte également sur les postes de nomination. Elle a par ailleurs demandé aux partenaires de mise en œuvre du projet IJEP de sensibiliser et renforcer les capacités des leaders communautaires sur la loi sur le quota afin d'espérer voir une application au niveau communautaire.

Les dossiers traitants des cas de violences basées sur le genre étant extrêmement difficiles pour les juges d’instruction qui ont du mal à identfier les personnes mises en cause, les femmes leaders ont demandé aux femmes de dénoncer les violences auxquelles elles font face.

Après avoir été informées et sensibilisées à travers le film et le sketch sur le leadership féminin en matière de paix et de sécurité, sur l’importance, les domaines et les niveaux de prise de décision, les femmes et filles leaders des 11 localités cibles du projet ont tiré la leçon suivante *: « La femme devrait être présente à tous les niveaux de prise de décisions. Sa place dans la société est incontournable, jusqu’à aujourd’hui elle est cependant ignorée, minimisée par elle-même et par la société »*. Elles ont ainsi pris l’engagement de faire la restitution des leçons apprises au cours de leurs rencontres hebdomadaires *(réunions, cérémonies de mariages, de baptême, de tontine…)*. En plus des restitutions qui seront faites, les femmes et jeunes filles leaders ont décidé de mener des campagnes de sensibilisation auprès de leurs paires des quartiers et/ou dans d’autres associations afin de prôner la paix et la cohésion sociale. Le projet identifie en ce moment les femmes leaders modèles pour la formation et l’accompagnement des jeunes filles des partis politiques et de la société civile.

En somme, les activités du projet IJEP conttribuent fortement à la prise en compte de l'égalité des sexes ou de l'inclusion en brisant le mûr de méfiance, en servant de cadre de discussions, de propositions pertinentes et surtout d'engagement pour une prise en compte de la femme dans les organes de prise de décisions.

**Résultat 2 : La responsabilité politique par le dialogue entre les jeunes des groupes formels et informels, les acteurs de la société civile et les acteurs des partis politiques est renforcée**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Des progrès significatifs ont été réalisées dans le cadre de la mise en oeuvre de ce résultat évalué à 80%.

Les 114 personnes formées sur le monitoring de la cohésion sociale et la technique des causéries éducatives ont conduit une campagne de sensibilisation dans les quartiers à risque de violence ou de conflits qui a permis de toucher 11 400 personnes dont 6551 hommes et 4849 femmes. Selon l'OSCS, les échanges téléphoniques émis de suivi indiquent que sur 100 personnes touchées, 85 ont pris l'engagement de faire le monitoring de la cohésion sociale dans leur localité respective afin de réduire les risques de conflits et de violences politiques.

Grâce aux formations reçues, la plateforme MOJEC/IJEP de Bouaké est passer de l'étape de gestion à l'étape de résolution du conflit observé lors de l'élection du président régional du Conseil National des Jeunes (CNJ) en juillet 2021. En effet, la technique des causéries éducatives a permis aux membres de la plateforme de savoir que le conflit qui oppose la jeunesse est la conséquence des conflits de leadership observés entre les principaux acteurs locaux de la direction régionale du RHDP qui semblent instrumentaliser les différents candidats afin d'avoir une main mise sur la jeunesse. A cela, s'ajoute la méconnaissance de la vision, des missions et des textes qui régissent les organisations de jeunesse notamment le CNJ. Le manque de perspectives économiques expose également cette jeunesse aux manipulations des acteurs politiques.

Pour amorcer un réel processus de consolidation de la paix, la plateforme MOJEC/IJEC a pris l'engament d'organiser en novembre 2021, un cadre de concertation des parties prenantes *(jeunes femmes et hommes, acteurs politiques, organisations de la société civile, direction de la jeunesse)*. C'est une activité qui verra la participation des acteurs politiques locaux qui déclineront publiquement leur vision d'une jeunesse responsable et citoyenne, des responsables nationaux du *CNJ,* de la FENUJCI et du Parlement des Jeunes qui présenteront leur organisation respective. En outre, les jeunes identifieront les défis de cohésion au sein de la jeunesse, afin de proposer des solutions qui feront l'objet d'engagements consignés dans un plan d'actions de consolidation de la paix.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Cinquante sept (57) femmes, formées sur le monitoring de la cohésion sociale et les techniques de collecte des faits et incidents menaçant la solidarité et la cohésion sociale, ont démontré leurs compétences et ont fortement contribué à la réussite des sessions de sensibilisation ayant touché 11400 personnes dont 4849 femmes.

La récente mise en place des espaces virtuels de discussions démocratiques a tenu compte du genre dans les critères de séelction des personnes qui vont administrer les différentes plateformes des médias sociaux.

**Résultat 3 :**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Résultat 4 :**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)L'étude de base a été finalisée le 17 juin 2021. Elle a permis de mettre a jours les valeurs de référence des indicateurs contenus dans le cadre de résultats élaboré lors de l'atelier d'appropriation organisé en avril 2021  | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? **OUI** |
| **Evaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire) : USD 15000.00Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)* : NA |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):                       |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires ? (Limite de 1500 caractères) |       |

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Données de base** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ Milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1 : Le leadership et l'engagement des jeunes leaders (hommes et femmes) des mouvements informels sur les règles démocratiques et les valeurs citoyenne pour faire face à la manipulation politique ont augmenté grâce à une meilleure information/ formation politique** | Indicateur 1.1 : Pourcentage des organisations informelles de jeunes des zones cibles impliquées dans le suivi citoyen des actions des actions politiques | 5% | 80% des organisations informelles de chaque zone d'intervention | **50%** | **5%** | **La prochaine mesure de cet indicateur sera faite lors de l’enquête de perception prévue pour novembre-décembre 2021** |
| Indicateur 1.2 : Niveau d'augmentation de l'implication des jeunes dans le dialogue et débats politiques publics | 26% | 70% des jeunes | **50%** | **26%** | **La prochaine mesure de cet indicateur sera faite lors de l’enquête de perception prévue pour novembre-décembre 2021** |
| Indicateur 1.3 : Pourcentage d'organisation impliqués dans les débats politiques publics | 35% | 70% | **60%** | **35%** | **La prochaine mesure de cet indicateur sera faite lors de l’enquête de perception prévue pour novembre-décembre 2021** |
| **Produit 1.1 : Le dialogue inclusif entre les jeunes femmes et hommes des mouvements sociaux est renforcé** | Indicateur 1.1.1 : **75 %** des membres des mouvements informels des jeunes sensibilisés par le projet sont actifs dans le dialogue avec les jeunes des partis politiques (désagrégé par sexe) | 29,26% | Au moins 75% des membres des organisations informelles par zone d'intervention prennent part aux dialogues avec les partis politiques | **10%** | **00** | **La prochaine mesure de cet indicateur sera faite lors de l’enquête de perception prévue pour novembre-décembre 2021** |
| Indicateur 1.1.2 : Pourcentage des femmes des organisations cibles participant aux activités de dialogue politique dans les zones d'intervention | 21% | 50% des femmes des mouvements cibles | **30%** | **21%** | **La mesure de cet indicateur sera faite lors de l’enquête de perception prévue pour novembre-décembre 2021** |
| **Produit 1.2 : Le mécanisme de coordination des actions citoyennes des jeunes des différents mouvements sociaux est en place et fonctionnel** | Indicateur 1.2.1 : Nombre de plateformes physiques mises en place et fonctionnelles | 6 (soit 55 %) sont fonctionnelles et 05 nouvelles à rendre fonctionnelles) | 11 (soit 100%) plateformes physiques fonctionnelles | **11** | **11** |  |
| Indicateur 1.2.2: Nombre de plateformes virtuelles mises en place et fonctionnelle | **(6)****55%** | **(11)** | **(11)** | **(11)** |  |
|  | Indicateur 123 : Pourcentage de cas de dénonciation rapportés et traités par les autorités en charge (désagrégés par localité | **24%** | 80% des cas dénoncés pris en charge | **30%** | **00%** | **La mesure de cet indicateur sera faite lors de l’enquête de perception prévue pour novembre-décembre 2021** |
| **Produit 1.3 : La participation citoyenne des jeunes femmes et hommes est renforcée à travers une formation accrue.** | Indicateur 1.3.1 : Taux de participation des femmes aux activités citoyennes organisées par les plateformes | **37%** | 70% | **45%** | **37%** | .  |
| Indicateur 1.3.2 : % des organisations informelles identifiés ayant organisés au moins 03 activités de citoyenneté au sein de chaque organisation  | **25%** | 50% des organisations identifiées | **35%** | **25%** |  |
| Indicateur 1.3.3 : Nombre de membres (population générale) touchés à travers les actions de sensibilisation sur la citoyenneté (désagrégé par sexe et par localité) | **00** | Cible : 11.000 participants | **6.000** | 5751 |  |
| **Produit 1.4: Les mouvements des jeunes sont renforcés dans le dialogue politique et citoyen** | Indicateur 1.4.1 : % de mouvements de jeunes informels issus des organisations identifiées ayant participé aux activités de renforcement des capacités sur le dialogue politique et citoyen. (Désagrégé par localité) | **12%** | **80%** | **60%** | **12%** | **La prochaine mesure de cet indicateur sera faite lors de l’enquête de perception prévue pour novembre-décembre 2021** |
| Indicateur 1.4.2 : Nombre de participants issus des organisations identifiées formés sur le dialogue politique et citoyen | 31  | 327 (Au moins 85% des membres des plateformes) | 231 | **104( 73 pour cette periode et 31 au debut du projet)** | .  |
|  | Indicateur 143 : Nombre de plateformes ayant vulgarisé les actions du Parlement des Jeunes | **00** | **11** | **11** | **11** |  |
| **Résultat 2 : La redevabilité politique par le dialogue entre les jeunes des groupes formels et informels, les acteurs de la société civile et les acteurs des partis politiques est renforcée** | Indicateur 2.1 : Niveau d'interaction des jeunes des mouvements informels avec les autres mouvements informels et les jeunes des partis politique | 22,70% | 70% | **55%** | **22,7%** | .Une enquête est prévue pour ce mois de novembre pour apprécier le niveau d’interaction. |
| Indicateur 2.2 : Pourcentage des femmes des organisations informelles de jeunesse impliqués dans la redevabilité politique à travers leur participation aux dialogues entre jeunes des groupes formels et informels. | 20,3% | Au moins 50% des femmes des organisations informelles identifiées au niveau des plateformes. | **40%** | **39,59%** |  |
| **Produit 2.1 : Le contrôle de l'action politique par les jeunes est renforcé à travers leur participation citoyenne** | Indicateur 2.1 .1 : Niveau de contrôle de l'action des jeunes à travers l'existence d'un cadre de collaboration et de coordination des actions citoyennes avec les autres plateformes de jeunes | **6 plateformes opérationnelles** | 11 plateformes      | **11** | **11** |  |
| Indicateur 2.1.2 : Nombre d'initiatives de jeunes femmes membres des plateformes pour la consolidation de la paix ayant été soutenues par le projet | **00** | 33 (03 par localité) | **11** | **11** |  |
| Indicateur 2.1.2 : Nombre de journées de mobilisation citoyenne des jeunes des mouvements informels organisées | **00** | 44 (4 par localité) | **22** | **07** |  |
| **Produit 2.2 : Les mouvements des jeunes impliqués dans les mécanismes d'alertes précoces et de plaidoyer politiques pour la prévention des violences politiques sont actifs.** | Indicateur 2.2.1 : % de mouvements de jeunesse impliquées dans les actions de plaidoyer | **37%** |      100% | **100%** | **37%** | **La prochaine mesure de cet indicateur sera faite lors de l’enquête de perception prévue pour novembre-décembre 2021** |
| Indicateur 2.2.2 : Nombre de jeunes formés sur les causeries éducatives pour le renforcement des mécanismes d'alerte précoce | 33 | 192 (Au moins 50% des jeunes des mouvements et organisations informelles et formelles identifiés) | **96** | 33 |  |
| Indicateur 2.2.3 : Nombre de jeunes leaders formés sur la stratégie de plaidoyer pour la participation politique des jeunes (hommes et femmes) en général et des femmes en particulier | 83  | 288 (Au moins 75% des jeunes des mouvements et organisations informelles identifiés  | **96** | **460 jeunes filles leaders** |  |
| **Produit 2.3 : Un mécanisme inter-régional de suivi de l'alerte précoce et de rapportage des actions violentes des jeunes est en place et fonctionnel** | Indicateur 2.3.1 : Nombre et pourcentage de personne formée sur les mécanismes d'alerte précoce de I'OSCS | **88** | 192Au moins 50% des jeunes des mouvements et organisations informelles et formelles identifiés | **96** | **145 (88 au début du projet et 57 nouvelles personnes/bénéficiaires)** |  |
| lndicateur 2.3.2 : Le mécanisme inter-régional de l'alerte précoce impliquant les jeunes est fonctionnel | **00** | **01** | **01** | **01** |  |
| lndicateur 2.3.4 : Nombre de jeunes de mouvements politiques et de la société civile formés sur les thématiques de civisme, de la surveillance des violences politiques, la traçabilité et le rapportage des incidents de violences politique | **00** | **5000** | **3000** | **12966** |  |
| Indicateur 2.5.5 : Nombre de causeries éducatives pour le renforcement de l'alerte précoce au niveau communautaire organisés | **00** | **55** | **22** | **114 dont 57 femmes** |  |
| Indicateur 2.5.6 : Nombre de personnes sensibilisées sur l'alerte précoce et le rapportage de I'OSCS | 33 | **5000** | **4000** | 11433(dont4849 femmes) |  |